



Comité Technique Emploi. LE TITANIC DGFIP SOMBRE ET L'ORCHESTRE DIRECTIONNEL JOUE TOUJOURS LA MÊME PARTITION IMBUVABLE

Le comité technique local destruction d'emploi s'est tenu le 6 janvier 2014 .

La loi de finances prévoit la suppression de 2 002 ETP (emploi temps plein) au 1er septembre 2014 .
Ces suppressions s'ajoutent aux 28616 emplois perdus à la DGFIP depuis 2002 .

A+ : - 125 A : - 315 B : - 562 C : - 1000

La saignée continue pour les cadres C et s'accroît pour les cadres B et les cadres A .
Ces suppressions s'inscrivent dans la démarche stratégique qui vise à réduire les dépenses publiques au détriment de la réalisation des missions et des conditions de travail .

Aujourd'hui le gouvernement a clairement fait le choix de continuer le démantèlement de la DGFIP.
La déclinaison des suppressions d'emplois répond encore cette année ni plus ni moins qu'à l'austérité budgétaire inscrite dans la modernisation de l'action publique .

Cette politique est clairement marquée du sceau du néo libéralisme et nous pousse droit dans le mur .

Suppression d'emploi dans les Hautes Pyrénées :

DIRECTION : - 1 A filière fiscale, - 1 A filière gestion publique, - 1 C filière gestion publique

SIP de Tarbes : - 1 C filière fiscale

SIP Lannemezan : - 1 B filière fiscale

SIE de Lourdes : - 1 C filière fiscale

Trésorerie de Maubourguet : - 1 B gestion publique

Trésorerie de Rabastens : - 1 C gestion publique

Paierie départementale : - 1 B gestion publique

CDIF : - 1 B (géomètre)

Service de Publicité Foncière : - 1 C filière fiscale

Au total 11 EMPLOIS SUPPRIMÉS qui viennent s'ajouter aux 130 emplois détruits par l'administration depuis 2002.

Aucun plan de requalification d'emploi n'a pu être présenté ce jour par la Direction .

La Direction assume pleinement les suppressions d'emplois . Sur un ton plein de compassion (versons une larme) elle dit vouloir rendre moins douloureuse la réduction d'effectif en indiquant qu'il faut redéfinir les priorités pour réaliser les missions, **en clair : organiser les abandons de mission en utilisant la détresse des agents causée par la dégradation des conditions de travail.**

Le directeur en véritable fétichiste de l' informatique nous promet des gains de productivité issus de l'évolution de l'outil informatique et de la réorganisation des services.

Les élus (e) CGT ont fait remarquer qu'à l'image de l'année dernière, la Direction Générale ne prenait même plus la peine de justifier l'essentiel des suppressions d'emplois par la somme des gains de productivité tout comme elle oublie de dire que les gains sont anticipés, les suppressions d'emploi s'appliquant sans aucun bilan contradictoire des effets de l'informatisation.

Malgré les arguments pseudo scientifiques et comiques sur l'efficacité ou sur les calculs de l'outil MAGERFIP (outil de destruction massive des emplois) (voir à ce sujet le dossier établi par la CGT FP 65 : http://www.financespubliques.cgt.fr/65/IMG/pdf/ctt_emplois_2014_analyse_cgt_fin_pub_65.pdf) nous avons mis en évidence que les suppressions d'emplois dans le département n'obéissaient qu'à des effets d'aubaine .

Une chaise vide, un départ à la retraite, etc... et le Directeur tel Mandrake supprime l'emploi .

La CGT a réitéré, comme elle le fait au niveau national, que la fusion décidée en 2008 devait faire l'objet d'un bilan contradictoire, exigeant en cela l'arrêt de la démarche stratégique en cours,

Les élus (e) CGT ont démontré que les suppressions d'emploi en région Midi-Pyrénées comme dans d'autres régions entrent déjà dans la sphère de la démarche stratégique . Le chef-lieu de région est ainsi moins impacté proportionnellement que les départements.

On voudrait laisser croire que des transferts de mission au niveau régional sont prochainement à l'ordre du jour qu'on ne s'y prendrait pas autrement .

La volonté de dévitaliser les directions départementales apparaît en fait clairement .

Ce qui est sûr c'est que les 11 suppressions d'emploi dans les Hautes-Pyrénées vont mettre encore plus à mal les services impactés .

Prenons l'exemple de la trésorerie de Rabastens, 1 emploi C supprimé, le poste de trésorier vacant. Il s'agit de toute évidence de préparer la fusion/restructuration de la trésorerie de Rabastens.

Une restructuration organisée et préméditée par la Direction .

Rappelons à cet égard que le Directeur avait chiffré, lors du CT de septembre 2013, le seuil critique des trésoreries à trois agents, ce qui concerne un tiers du réseau.

La CGT a demandé, comme elle l'avait fait en septembre, la constitution d'un groupe de travail réunissant : administration, représentants des élu(e)s et usagers et représentants syndicaux sur la question du service public de proximité,

La Direction, si soucieuse de transparence, refuse cette proposition.

La CGT va transmettre à l'ensemble des élu(e)s du département un courrier afin de les alerter sur les conséquences de la démarche stratégique pour le service rendu à l'utilisateur, notamment le service de proximité.

Au delà de cet exemple, personne n'est épargné. Tous les services, suppressions d'emplois ou pas ,sont en souffrance .

La question des moyens est incontournable et nous nous inquiétons de la progression des charges sur la réalisation des missions, alors que les effectifs fondent comme neige au soleil .

Quel est le bénéfice réel des successions de réformes si ce n'est gérer la pénurie d'agents, pour un service public dont la qualité , en dépit de statistiques plus ou moins fallacieuses, diminue de façon continue .

La lutte pour l'emploi ne s'arrêtera pas . Il suffit d'entendre le ressenti des agents sur l'exercice et le sens de leur travail, sur la réalité vécue quotidiennement . Le ras le bol de travailler et de vivre dans des services où la priorité est donnée à l'affichage, à la réalisation des objectifs sans tenir compte de la réalité du terrain .

IL EST GRAND TEMPS QUE LES AGENTS SOIENT ENTENDUS ET ECOUTES

Nous devons dans l'union et la solidarité combattre une politique et une direction qui conduisent le service public dans l'impasse .

Les élus(e) CGT et SOLIDAIRES ont voté contre ce projet de destruction d'emploi .

Ce qu'attendent les personnels , ce ne sont pas des larmes de crocodile à deux sous mais bien :

L'arrêt des suppressions d'emplois et un bilan contradictoire de l'exercice des missions.

Les agents s'invitent au CTL du 16 janvier 2014.

Le CT local emploi était à nouveau convoqué le 16 janvier suite au vote négatif unanime (CGT , Solidaires) du 7 janvier.

La CGT avait organisé une HMI à la même heure.

70 agents ont investi la salle de réunion . Le CT bien évidemment ne s'est pas tenu, le Directeur a été interpellé pendant deux heures par les agents qui lui ont parlé de leur quotidien.

Trésoreries, SPF, SIE, SIP, ICE, PCE, Cadastre, services de direction.....les agents présents ont tous exprimé leur exaspération face à une politique directionnelle qui lamine les services et considère les agents comme des pions (ou des chaises , le DDFIP n'évoquant les suppressions d'emplois qu'en termes mobiliers) .

Pour toute réponse, les agents ont eu droit aux sempiternels appels à l'organisation et à la priorisation des missions.

En clair, les agents qui ne sont en rien responsables des suppressions d'emplois doivent s'organiser pour assumer les missions au mieux .

Voilà pour la parole dirigeante qui n'aura pas oublié, comme cela devient coutumier, de nous vanter les vertus des gains de productivité liés à l'informatique alors que la DGFIP elle même a convenu depuis deux ans que les gains de productivité n'expliqueraient que 25 % des suppressions.

Affligeant pour ne pas dire plus.

Les agents des 3 SIE du département ont par ailleurs remis une pétition signée par l'ensemble des agents des SIE demandant au Directeur de ne pas appliquer la note DGFIP du 7 octobre 2013.

Le constat pour notre département est cruel : 11 emplois détruits cette année, 27 sur les trois dernières années, 130 depuis onze ans.

De plus il apparaît clairement que, malgré les dénégations directionnelles, la démarche stratégique est déjà clairement à l'oeuvre, les directions départementales étant proportionnellement beaucoup plus touchées que les directions régionales, préfigurant la régionalisation à outrance et organisant le désengagement de certaines missions.

A cela s'ajoute le gel des salaires depuis quatre ans.

Et ce ne sont pas les annonces présidentielles qui sont de nature à rassurer sur l'avenir. Les 50 milliards d'économies programmées qui viennent s'ajouter aux 15 milliards de 2014 ne feront qu'aggraver la situation et condamner un peu plus le service public.

